

Unité bidépartementale Eure - Orne
Cité administrative
Place Bonet
CS 40020
61007 ALENÇON

ALENÇON, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

COFINEX COMPAGNIE FINANCIERE D'EXTRACTION

26 rue Dulong
75017 PARIS 17

Références : 61-2022-CH-173
Code AIOT : 0005306067

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2022 dans l'établissement COFINEX COMPAGNIE FINANCIERE D'EXTRACTION implanté Zone Industrielle de la Grippe 61400 MORTAGNE AU PERCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée suite à l'expiration du délai maximal de deux mois prévu à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 juillet 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COFINEX COMPAGNIE FINANCIERE D'EXTRACTION
- Zone Industrielle de la Grippe 61400 MORTAGNE AU PERCHE
- Code AIOT : 0005306067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société COFINEX - Optimum Cement - FP Groupe est autorisée à exploiter une plate-forme de transit et traitement de déchets minéraux non dangereux de type cendres, poussières et déchets de construction, sur la commune de Mortagne-au-Perche. Elle exploite également, de façon illicite, un autre site sur la commune de Boitron.

La liquidation judiciaire de la société COFINEX a été prononcée le 2 juin 2022.
L'objectif de cette inspection est de dresser un point de situation de l'état du site et des stocks de déchets présents.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 juillet 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 juillet 2022	AP de Mise en Demeure du 13/07/2022, article 1	Consignation	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les délais prévus à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 13 juillet 2022 ne sont pas respectés pour les points suivants :

- notification de cessation d'activité incomplète ;
- défaut de notification des mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site, y compris absence d'évacuation de tous les déchets présents sur le site ;
- absence de transmission de l'attestation prévue au troisième point de l'art. R.512-39-1 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 juillet 2022

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/07/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La société COFINEX, représentée par maître Antoine BARTI, mandataire liquidateur, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, en ce qui concerne la cessation d'activité du site exploité ZI La Grippe route de L'Aigle à Mortagne-au-Perche :

- sous un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, de notifier à monsieur le préfet de l'Orne la cessation d'activité prévue au premier point de l'article R.512-39-1 :

« I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. »

- sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de notifier à monsieur le préfet de l'Orne de présenter les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité des installations prévue au deuxième point de l'article R.512-39-1 :

« II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. »

- sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, de notifier à monsieur le préfet de l'Orne de présenter l'attestation prévue au troisième point de l'article R.512-39-1 :

« III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. »

Constats : Par courrier reçu le 19 septembre 2022, maître Antoine BARTI, mandataire judiciaire pour la SCP B.T.S.G², a informé le préfet de l'Orne de l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de la SARL COFINEX et lui a notifié la cessation d'activité du site COFINEX de Mortagne-au-Perche (notification prévue à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement).

Cette notification ne comporte pas :

- l'indication des mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. Le courrier affirme uniquement que « la prise en charge des opérations de sécurité de l'installation ci-dessus visée demeure limitée aux disponibilités de la procédure de liquidation judiciaire qui s'avère malheureusement impécunieuse » ;
- l'attestation prévue au troisième point de l'article R.512-39-1 précité.

Aucune communication de ces éléments n'a été reçue suite à ce courrier.

Conformément à l'alinéa I de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement, le type d'usage futur à considérer pour la remise en état est donc déjà déterminé, de type industriel (article 1.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 2011).

Lors de l'inspection du 21 octobre 2022 (réalisée depuis la voie publique, en l'absence de représentant de l'exploitant présent sur place), il a été constaté visuellement que l'état du site n'avait pas changé depuis la précédente inspection réalisée le 14 juin 2022 :

- le terrain est toujours fermé par une barrière et une clôture de faibles hauteurs ;
- le stock de big-bags non étiquetés, contenant des résidus de traitement des fumées (PSR) venant de chez Eramet Erasteel. Ces déchets sont stockés sans protection ;
- la présence d'un stockage de ces mêmes déchets en vrac partiellement cristallisés, estimé à 100 m³, couvert d'une bâche en plastique ;
- la présence d'équipements industriels et matériels divers ;
- un bâtiment, qui n'a pas pu être visité et qui contenait, en décembre 2021, une machine d'ensachage et divers big-bags, fûts et palettes de matières diverses, dont le volume est estimé à environ 15 m³.

Les conditions de stockage des matières, en extérieur et exposées aux intempéries sont de nature à présenter un risque de pollution des eaux de surface. La décision de la préfète de l'Allier du 31 août 2022 adressée à la société ERASTEEL prévoit que le dossier de demande de sortie du statut de déchet présenté par cette dernière « *permet de considérer ces PSR comme des produits* », mais cette permission est explicitement assortie de conditions, dont plusieurs ne sont pas remplies par le stock entreposé sur le site exploité par la société Cofinex (absence de justification d'une utilisation ultérieure, d'analyses préalables, d'étiquetage réglementaire (losange GHS07 et mention de danger H319). De plus, la décision de la préfète de l'Allier susmentionnée mentionne explicitement que « *en cas de liquidation judiciaire ou de cessation d'activité d'un prestataire utilisant vos PSR, je les considérerai comme des déchets* ».

Les PSR présents sur le site COFINEX de Mortagne-au-Perche ayant le statut de déchets, ils auraient dû être évacués au titre des mesures définies par l'article R.512-75-1, mentionné par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

Les délais prévus à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 13 juillet 2022 ne sont donc pas respectés pour les points suivants :

- défaut de notification des mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site et absence d'évacuation de tous les déchets présents sur le site ;
- absence de transmission de l'attestation prévue au troisième point de l'art. R.512-39-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Proposition de délais : 1 mois